

Liste syndicale unitaire CGT & SUD

Unité – Proximité – Indépendance

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DÉCEMBRE 2022
DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

**COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION
DES SERVICES DÉCONCENTRÉS
DE L'INSEE HAUTS-DE-FRANCE**



Depuis de nombreuses années, la statistique publique et l'Insee subissent des attaques sans précédent, comme l'ensemble du service public. La réduction des effectifs et des budgets ont accéléré les transferts et disparitions de travaux sur chaque site. Les restructurations s'enchaînent à un rythme effréné. La pérennité de nos missions et de nos carrières sont en jeu.

Dans ce contexte, s'unir est plus que jamais nécessaire pour donner à la représentativité syndicale tout le poids dont elle a besoin pour défendre nos droits. Rester vigilants face aux décisions prises par la direction, que ce soit sur le fond ou sur la forme est indispensable. CGT et SUD seront vos représentants ces 4 prochaines années.

Vos représentant-e-s

Corinne Péchon (SES, Amiens)
Alice Lambois (SNDI, Lille)
Christophe Flaus (SNDI, Lille)
Béatrice Simon (Enquêtrice, Amiens)
Anya Bouamama (SES, Lille)
Floriane Herbet (SAR, Amiens)
Laurence Pen (SED, Lille)
Julie Pariente (SNDI, Lille)
David Péchon (Enquêteur, Amiens)
Ophélie Bibonne (SNDI, Lille)
Sylvie Denhez (Enquêtrice, Lille)
Antoine Rault (SED, Lille)
Sébastien Legrand (SES, Amiens)
Mathieu Lecomte (SES, Lille)



Pour nos carrières,
nos rémunérations

Pour des élu.es
engagé.es à nos côtés

Pour la santé et
sécurité au travail

Pour la défense
de nos droits



JE VOTE

Nous revendiquons

Pour une statistique publique indépendante, de qualité et au service de toutes et tous :

- ➔ **Des moyens à hauteur des missions pour l'Insee** et pour les services statistiques ministériels pour répondre à la demande sociale aux niveaux national, européen et local ;
- ➔ **Une défense des missions de l'Insee**, que ce soit la production statistique et les enquêtes, la gestion des répertoires, l'informatique et la sécurité des données, la diffusion et les études, avec un approfondissement de la dimension sociale et environnementale des travaux ;
- ➔ **Une production de données locales** au plus près du terrain, avec des possibilités accrues d'enquêtes locales, et une politique d'études et de diffusion pour tous les usagers, indépendamment des intérêts privés ;
- ➔ **Une politique de formation et de recherche pluraliste** et de qualité et le rétablissement de liens étroits avec le Genes ;
- ➔ **Une égalité de traitement entre tous les établissements** en métropole et dans les DOM, avec des travaux diversifiés et des postes valorisants dans tous les domaines.

Pour la défense des droits et garanties collectives des agents :

- ➔ **Le respect de la santé et des conditions de travail** des agents par la prévention des risques organisationnels en amont de chaque projet, l'arrêt des restructurations permanentes, une gestion des personnels respectueuse de chacune et chacun, une formation ouverte à chacun·e, des bâtiments dignes partout, notamment sans amiante, sans « flex-office » et avec des surfaces de bureaux suffisantes ;
- ➔ **L'amélioration des carrières et rémunérations des agents**, titulaires et contractuels, par l'augmentation des taux de promotion, la revalorisation du point d'indice, une refonte des grilles indiciaires, la défense du statut des fonctionnaires et la pérennisation des contrats et quotités des non titulaires ;
- ➔ **L'arrêt de toutes les discriminations**, notamment par la mise en place d'une politique d'égalité professionnelle entre femmes et hommes et l'insertion des agents en situation de handicap, ainsi qu'une politique positive permettant de ne pas recruter que dans un milieu social homogène ;
- ➔ **Des critères justes et objectifs pour les promotions et mobilités** qui peuvent être évalués de façon transparente malgré l'absence de CAP sur ces sujets ;
- ➔ **Le droit à la déconnexion** dans le cadre du télétravail.

Quelques revendications locales portées par CGT et Sud lors du mandat précédent :

- ✓ [l'intervention d'un prestataire externe à la DEM d'Amiens](#) pour renouer le dialogue entre enquêteurs et agents de bureau ;
- ✓ des effectifs suffisants pour mener les missions, aussi bien au SES (DEM, Sirene, Tourisme), au SED ([interpellation du Directeur Général](#)) ou au [SAR](#) ;
- ✓ une [égalité de traitement](#) pour tous les agents, de Lille et d'Amiens, et des conditions de travail correctes ([garantie de bureaux sans flex office à Amiens](#), [travaux sur les fenêtres à Lille](#))
- ✓ [une projection des effectifs et missions du SNDI à moyen terme](#), afin de préparer les changements à venir.